

Mémoire sur le conflit et la faim

Présenté au : Comité permanent des affaires étrangères et du développement international chargé de l'étude sur les situations en Somalie, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo

Préparé par : Nyambura Githaiga, Ph. D., conseillère principale en matière de politiques, Banque canadienne de grains

Le 3 décembre 2018

La Banque canadienne de grains est un partenariat composé de 15 dénominations religieuses et agences confessionnelles canadiennes qui travaillent en collaboration pour mettre un terme à la faim dans le monde. Nous sommes la principale organisation non gouvernementale du Canada qui fait équipe avec les Canadiens et le gouvernement du Canada pour offrir une assistance alimentaire dans les pays touchés par un conflit. Nous reconnaissons l'importance de la présente étude du Comité permanent sur la situation en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie et au Soudan du Sud. Nous reconnaissons que cette étude arrive à point compte tenu des récents rapports fondés sur des données probantes concernant les répercussions négatives du conflit sur la hausse de la faim dans le monde. Dans le présent mémoire, la Banque canadienne de grains mettra en lumière la situation de la faim qui est aggravée par le conflit de longue durée en RDC, en Somalie, au Soudan du Sud, et formulera des recommandations sur la façon dont le Canada peut s'attaquer plus efficacement à la faim dans les situations de conflit.

Contexte de la faim en situation de conflit

Le conflit cause la faim. Le conflit mène à une grave insécurité alimentaire à l'échelle mondiale et augmente le risque de famine¹. La RDC, la Somalie et le Soudan du Sud comptaient parmi les 18 pays en 2017 où le conflit et l'insécurité étaient les principaux facteurs d'une insécurité alimentaire aiguë². Le conflit conduit au déplacement forcé de populations, cause le dénuement, perturbe la production alimentaire, détruit des moyens de subsistance et des marchés, nuit à l'acheminement de l'aide alimentaire humanitaire, aggravant dès lors la faim et la malnutrition.

1. **République démocratique du Congo** – environ 7,7 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire³. Les conflits qui sévissent au Kasai, dans les Kivus et au Tanganyika ont intensifié l'insécurité alimentaire. Le conflit a causé le déplacement forcé de populations, a entraîné une dépréciation de la monnaie locale et a diminué le pouvoir d'achat des ménages⁴, aggravant donc le problème de la faim. Quelque 4,6 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, dont 2,2 millions d'enfants souffrant de malnutrition sévère⁵. En décembre 2017, la RDC comptait le nombre le plus élevé de personnes déplacées à l'intérieur du territoire (IDP) en Afrique, soit

¹ ONU (FAO, FIDA, UNICEF, PAM, OMS), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 2017, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022420/download/>.

² Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, 2018, <https://reliefweb.int/report/world/rapport-mondial-sur-les-crisis-alimentaires-2018>.

³ IPC, *République Démocratique du Congo (RDC), Situation actuelle de l'insécurité alimentaire aiguë – Juin 2017*, http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_AcuteFI_Situation_2017JuneDec.pdf.

⁴ *Ibid.*

⁵ PAM, *RDC*, http://fr1.wfp.org/countries/republique-democratique-du-congo?_ga=2.135981169.1581675205.1544126227-2130660978.1544126227.

4,4 millions de personnes⁶. Outre les IDP souffrant d'insécurité alimentaire, en août 2018, la RDC avait accueilli 536 000 réfugiés des pays limitrophes⁷.

2. **Somalie** – Environ 5,7 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, 2,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire urgente, et plus d'un demi-million de personnes sont menacées de famine⁸. Quelque 300 000 enfants souffrent de malnutrition, y compris 48 000 enfants qui souffrent de malnutrition sévère et dont le risque de maladie et de décès est accru⁹. La Somalie étant aux prises avec un conflit qui dure depuis plus de 20 ans, environ 2,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du territoire ont besoin d'une assistance alimentaire¹⁰.
3. **Soudan du Sud** – Environ 6,1 millions de personnes au Soudan du Sud souffrent d'une insécurité alimentaire sévère¹¹. Le pays compte 1,7 million de personnes déplacées à l'intérieur du territoire¹². En 2017, les Nations Unies ont déclaré une situation de famine dans les secteurs de l'État d'Unity où les gens mouraient de faim, où 1 million de personnes étaient à risque de souffrir de famine et où 100 000 personnes risquaient de mourir de faim¹³. Le conflit sévissant dans l'État d'Unity, dans la province des Lacs, dans le Jonglei, dans l'État du Haut-Nil et dans l'État du Bahr al Ghazal occidental a perturbé non seulement la production agricole, mais a aussi empêché l'acheminement d'une aide humanitaire¹⁴. Le conflit a eu une incidence négative sur la malnutrition, alors qu'environ 1,2 million d'enfants souffraient de malnutrition sévère¹⁵.

Recommandations

Le 24 mai 2018, les États membres des Nations Unies ont adopté la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui reconnaissait la nécessité de mettre fin au cercle vicieux du conflit et de la faim¹⁶. De surcroît, cette résolution condamnait l'utilisation de la famine comme arme de guerre et le refus de l'accès à une aide humanitaire pour répondre à la famine ou à l'insécurité alimentaire engendrée par un conflit. Les États membres des Nations Unies, y compris le Canada, sont encouragés à enquêter sur ces violations et à prendre les mesures appropriées. Il est nécessaire d'avoir un mécanisme d'alerte rapide plus efficace qui faciliterait une action politique dans l'éventualité d'une violation et qui empêcherait une détérioration de la faim dans les contextes de conflit¹⁷. Il est également impératif de favoriser des

⁶ BCAH, RDC, <http://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc>.

⁷ UNHCR, RDC, <http://www.unhcr.org/democratic-republic-of-the-congo.html>.

⁸ PAM, Somalie, http://fr1.wfp.org/countries/somalie?_ga=2.231876447.1581675205.1544126227-2130660978.1544126227.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ UNHCR, Somalie, <http://www.unhcr.org/somalia.html>.

¹¹ IPC, République du Soudan du Sud, *Constatations clés de l'IPC : Septembre 2018 à mars 2019*,

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_SouthSudan_AcuteFI_2018Sept_March2019.pdf.

¹² *Ibid.*

¹³ Bulletins d'information des Nations Unies, Famine déclarée dans la région du Soudan du Sud, 20 février 2017,

<https://news.un.org/en/story/2017/02/551812-famine-declared-region-south-sudan-un>.

¹⁴ PAM, *Le conflit plonge un plus grand nombre de Soudanais du Sud dans la faim – plus de 6 millions de personnes confrontées à de graves pénuries alimentaires*, www.wfp.org/news/news-release/conflict-pushes-south-sudanese-hunger---more-6-million-people-face-desperate-food-.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ ONU, Résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations Unies, *Protection des civils en période de conflit armé*,

<http://unscr.com/en/resolutions/doc/2417>.

¹⁷ *Conflict and Hunger: How the UN & member states can help break the cycle*. Une déclaration d'ONG pour l'événement de haut niveau sur le conflit et la faim à l'UNGA 2018. Par Action Contre la Faim, Concern Worldwide, Conseil norvégien pour les réfugiés, Oxfam, Save the

approches à long terme adaptées aux conflits qui tiennent compte à la fois des causes immédiates et fondamentales de l'insécurité alimentaire et du conflit¹⁸.

Le Canada est déterminé à combattre la faim dans le monde. Comme partie à la Food Assistance Convention, le Canada affecte une somme de 250 millions de dollars par année pour répondre au problème de la famine aiguë à l'échelle mondiale. De surcroît, le Canada appuie différentes initiatives de sécurité alimentaire, en investissant notamment dans l'agriculture. En combattant l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, le Canada réduit la faim dans le monde dans les régions touchées par un conflit. Le Canada est un des signataires au grand marchandage, et a augmenté en conséquence l'assistance alimentaire sous forme monétaire et a appuyé un financement humanitaire pluriannuel. Pour combattre la faim plus efficacement dans les contextes touchés par un conflit, le gouvernement du Canada devrait prendre les mesures suivantes :

1. Renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires internes d'analyser efficacement les interactions propres à un pays entre le conflit et la faim pour faciliter des interventions intégrées qui favorisent la sécurité alimentaire et la paix à long terme. La stratégie d'intervention globale du Canada pour la crise des Rohingyas au Myanmar et au Bangladesh est un bon exemple d'approche qui aborde les problèmes dans le contexte d'un continuum d'action humanitaire, de développement et de paix. Le gouvernement du Canada devrait s'efforcer de concevoir des stratégies semblables pour combattre la faim dans les pays touchés par un conflit, notamment des programmes adaptés aux conflits qui remplissent le mandat humanitaire consistant à « ne pas nuire ».
2. Accroître son engagement annuel à la Food Assistance Convention (qui s'élève à 250 millions de dollars à l'heure actuelle) pour tenir compte de l'augmentation de la faim dans le monde en raison des conflits qui perdurent. Outre d'accroître son engagement financier, le gouvernement du Canada devrait maintenir et augmenter un financement souple et pluriannuel pour répondre à l'insécurité alimentaire à court et à long terme. Un des défis à relever pour répondre à la famine aiguë réside dans les retards dans la distribution des fonds; le gouvernement du Canada devrait renforcer son soutien aux prélèvements et aux fonds communs afin de pouvoir intervenir rapidement pour combattre la faim.
3. Accroître les investissements dans l'agriculture pour permettre aux petits agriculteurs dans les pays en développement d'améliorer les systèmes alimentaires locaux et d'atteindre la sécurité alimentaire. Une majorité de petits agriculteurs dans les pays en développement sont des femmes, de sorte qu'investir dans l'agriculture de petite envergure produirait aussi des résultats positifs pour la démarginalisation économique des femmes et l'égalité des sexes.
4. Le Canada devrait promouvoir activement la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations Unies en misant sur des voies diplomatiques pour favoriser la conformité des parties impliquées dans un conflit armé. De telles voies diplomatiques comprendraient d'assurer un accès sans entraves aux intervenants humanitaires pour fournir une assistance alimentaire dans les régions touchées par un conflit et veiller à ce que la famine ne soit pas utilisée comme arme de guerre.

Children, World Vision.

¹⁸ Action Contre la Faim, FAO et PAM, *Hungry for Peace: A Call to Action*, Forum de Paris sur la Paix, du 11 au 13 novembre 2018.